

DISCOURS DE CANDIDATURE

DISCOURS DE CANDIDATURE

YERRES · SAMEDI 8 MARS 2025

Merci chers amis pour vos témoignages criants de vérité sur notre pays. Mais qu'ont-ils fait de notre France ? Mais qu'ont-ils fait de notre joyau, fruit de cette histoire millénaire ? Les statistiques officielles sont accablantes. Plus de mille milliards de dettes supplémentaires depuis 2017, oui, mille milliards malgré la surenchère des taxes et des impôts !

- Le record des faillites d'entreprises en 2024.
- La submersion migratoire, enfin admise par le Premier ministre.
- La pire crise du logement depuis les années cinquante.
- Les niveaux scolaires en chute libre.
- L'explosion des violences et du trafic de drogue...

Quelle humiliante énumération... Dont nos dirigeants successifs depuis 30 ans sont totalement responsables. Plus grave encore, toujours plus de paroles creuses mais jamais de décisions claires, d'actes forts ; comme un médecin qui tiendrait la main d'un malade perdant son sang, sans lui faire de garrot, sans le soigner !

Un vrai crime de non-assistance à Nation, à peuple en danger !

Combien de Lola, de Philippine, de Thomas, d'Elias, de Louise violées ou égorgés, en sortant du collège ou du lycée, faudra-t-il encore pour se décider à :

- Rétablir nos frontières,
- Changer de politique pénale,
- Construire les places de prison qui manquent,
- Expulser les délinquants étrangers,
- Obliger les pays d'origine à reprendre leurs criminels ?

Combien de milliers de milliards d'euros de dettes faudra-t-il accumuler pour se décider enfin à supprimer les dizaines de milliards d'euros de gaspillages d'argent public que j'avais pourtant détaillés dès 2022 dans mon livre « Où va le Pognon » ?

- Les fausses cartes vitales,
- Les subventions délirantes à l'Union européenne ou à l'Ukraine,
- Les paiements abusifs d'intérêts à taux variables indexés sur l'inflation,
- Les dépenses d'agences d'État inutiles,
- Le financement de lobbies divers, comme celui des éoliennes,

Combien d'usines délocalisées, d'emplois supprimés, de fermes disparues et de paysans pendus (un suicide au moins tous les trois jours) faudra-t-il encore pour se décider à :

- Baisser nos charges excessives ?
- Dénoncer les traités de libre échange déloyaux ?
- Cesser de se coucher devant des commissaires non élus de l'Union européenne qui empilent les normes détruisant nos emplois ?

Enfin, combien de classements internationaux désastreux, de collégiens ne sachant ni lire, ni écrire correctement, de lycéens frustrés par Parcoursup faudra-t-il encore, avant de renouer avec une école des savoirs, de l'effort et du mérite ?

Je pourrais multiplier les exemples de cette insupportable passivité publique qui ne peut être le seul fruit de l'incompétence, mais participe à une volonté de faire disparaître l'exception française, dans une Union européenne tentaculaire ! De l'asphyxie de nos hôpitaux publics, à la vente à la découpe de nos fleurons industriels, en passant par l'organisation de la submersion migratoire pour bénéficier d'une main d'œuvre « bon marché », la France paye très cher l'alliance des cyniques aux services d'intérêts financiers mondialisés et des idiots utiles bien-pensants.

En revanche, nos dirigeants savent se mobiliser pour verrouiller l'information, pour manipuler l'opinion !

Au pays dit de la liberté, au pays de Voltaire et de Beaumarchais, pour la première fois, une chaîne de télévision populaire « C8 » vient d'être fermée par le pouvoir pour la simple raison qu'elle donnait la parole à tous et refusait donc la politique de l'autruche si chère aux médias traditionnels ! L'ARCOM censée garantir la liberté d'expression est devenue l'outil de la censure. Les réseaux sociaux - le président de Meta l'a avoué tout récemment - ont aussi été censurés sur ordre des gouvernements. J'en sais quelque chose puisque, pendant la crise Covid, mes vidéos Facebook suivies par des millions de Français ont soudain été invisibilisées !

L'annulation du second tour de la présidentielle en Roumanie dont s'est vanté Thierry Breton, puis l'arrestation du candidat Călin Georgescu nous précipitent dans un monde Orwellien. Ursula Von der Leyen a même théorisé la censure qu'elle nomme « bouclier démocratique européen » visant, je cite, à « inoculer comme un vaccin, un prebunking contre les ingérences extérieures et les divisions internes » !

Toute parole différente devient dissidente comme au pire temps de l'Union soviétique.

Et quand le réseau social « X », pour ne pas le nommer, rétablit la liberté d'expression, quand le vice-président américain Vance met en garde les Européens contre les atteintes aux libertés, les censeurs prennent peur et les accusent d'ingérence. **Nous voulons, nous pouvons penser par nous-mêmes !**

Heureusement les peuples sont de moins en moins dupes. Ils ne supportent plus ce grand conditionnement des esprits sur l'Union européenne, le Covid, le climat, l'immigration, la théorie du genre, l'Ukraine. Un grand merci à cette occasion aux millions de Français de métropole, d'Outre-Mer mais aussi de l'étranger notamment en Afrique qui, toutes les semaines, me suivent sur les réseaux sociaux. **C'est grâce à vous, c'est avec vous que nous allons pouvoir rassembler les Français et libérer la France.**

Français, qui à deux reprises, aux européennes du 9 juin et au premier tour des législatives ont massivement désavoué ce pouvoir finissant. Et pourtant, les oppositions, qui auraient dû répondre à ces votes massifs par une détermination totale pour mettre fin au règne d'Emmanuel Macron, par une présidentielle anticipée, ont eu tendance à se faire « avaler » par le système. Emmanuel Macron a réussi à attirer dans ses gouvernements successifs des dirigeants des Républicains qui avaient toujours juré de ne jamais collaborer avec lui !

Est-ce la bonne soupe... ? Ou simplement, la suite logique, de l'alliance du Front populaire de Mélenchon avec les Républicains et les Macronistes au second tour des législatives. Nous en savons quelque chose dans notre circonscription. Avez-vous lu l'interview du président du Sénat qui se lamente de l'immobilisme gouvernemental qui selon lui mettrait en danger le pays mais s'oppose ensuite catégoriquement à la censure pour éviter l'instabilité !

Quel contresens institutionnel ! On est si loin du général de Gaulle pour qui le pouvoir sans la légitimité populaire était vain. Faut-il rappeler que n'ayant pu convaincre les Français, il avait préféré démissionner au lendemain du référendum de 1969. Emmanuel Macron, désavoué par le peuple, dont le gouvernement Barnier a été, de surcroît, censuré, refuse au contraire cette logique démocratique de la V^{ème} République. Il a profité de la division des oppositions :

- Pour nommer un militant politique, Richard Ferrand à la présidence du Conseil constitutionnel,
- Pour déjouer une nouvelle censure contre le gouvernement Bayrou et laisser passer un budget 2025 qui nous mène droit à la faillite,
- Et enfin, pour désamorcer la procédure de destitution déjà lancée.

Une destitution qui s'impose pourtant plus que jamais !

Au moment où les Américains, pour le plus grand bien de l'Europe, veulent enfin faire la paix en Ukraine, Emmanuel Macron veut nous mener à la guerre contre la Russie. Une folie ! Il invente une menace imaginaire pour manipuler l'opinion, se faire passer pour un sauveur, pire, liquider la souveraineté française et même notre force de dissuasion dans une Union européenne fédérale. Une véritable haute trahison.

Non, Monsieur Macron ! La menace existentielle de la France n'est pas la Russie, comme elle n'était pas davantage le Covid. La menace existentielle de la France, c'est vous !

Vous avez déjà ruiné le pays, maintenant vous voulez l'endetter davantage et voler l'épargne des Français pour financer votre guerre sans fin. Vous avez laissé les narcotrafiquants s'emparer de nos cités, l'immigration massive submerger notre pays, mais vous préférez envoyer nos soldats en Ukraine.

Votre seul talent est de multiplier les mensonges, d'attiser les peurs, de fermer les chaînes de télévision, de tétaniser les oppositions.

À Debout la France, nous ne sommes pas dupes. Je ne vous laisserai pas faire. Il est temps pour vous de partir. 6 français sur 10 réclament d'ailleurs votre démission, car un jour, une semaine, un mois de perdus pour la France nous précipite, comme le Titanic, droit dans l'iceberg ! Nos compatriotes veulent une vraie rupture !

À nous de sauver l'honneur de la politique, à nous de redonner du sens à la démocratie, à nous de proposer aux Français la fameuse révolution du bon sens qu'ils attendent depuis si longtemps. Il y a quelques mois encore, je ne pensais pas vous rassembler pour reprendre si vite le combat pour la France. Je me consacrais à nouveau avec tranquillité et bonheur à Yerres, ma ville de cœur.

Mais vous le savez, durant toute ma vie politique, j'ai toujours privilégié mes convictions à ma carrière, au grand dam des appareils, des clans, des bandes.

- Mon engagement auprès de Philippe Séguin,
- La campagne pour le NON au référendum sur la Constitution européenne,
- Mon départ en 2007 de l'UMP après le vote du traité de Lisbonne, violant le suffrage universel de 2005,
- Ma candidature présidentielle de 2017 et mon choix du second tour, sans doute, incompris à l'époque,
- Mon engagement pour les libertés pendant la crise Covid et maintenant pour la paix en Ukraine.

L'INTÉRÊT SUPÉRIEUR DE LA FRANCE a été ma seule boussole. Et c'est sans doute pour cette raison que vous m'avez rejoint et que vous êtes de plus en plus nombreux à me suivre. **Au moment où, profitant d'un vide politique sidéral, Emmanuel Macron nous précipite vers le chaos, le salut de la France ne peut venir que de nous.**

- La constance de nos convictions,
- La cohérence de notre projet,
- La sincérité de notre engagement,
- L'intégrité de nos comportements parlent aux Français.

Selon l'IFOP, dix-neuf pourcents d'entre eux souhaiteraient que je sois candidat en 2027. La prochaine présidentielle sera peut-être la dernière d'un peuple libre. Notre responsabilité est immense. **Plus les Français seront nombreux à nous soutenir, à nous aider, plus nous serons les garants, les acteurs d'une vraie rupture politique d'ici 2027. La seule capable de sauver notre pays.**

Tous les candidats potentiels vont en effet vous expliquer comme à chaque élection qu'ils peuvent rétablir l'ordre, réduire l'immigration, créer des emplois, augmenter le pouvoir d'achat des Français dans le cadre actuel de l'Union européenne. Or, nous savons bien ici que le coup d'État permanent de Mme Von Der Leyen, le gouvernement des juges et la fuite en avant supranationale d'Emmanuel Macron :

- Dépossèdent les élus nationaux de leur pouvoir,
- Vassalisent la France,
- Vident de son sens notre démocratie,
- Découragent bon nombre de concitoyens de voter.

L'enjeu de la prochaine élection présidentielle est là : en finir avec ce théâtre d'ombres politiciennes qui ont renoncé à agir et ne savent que se donner en spectacle pour amuser la galerie pendant que d'autres, dans l'ombre, gouvernent !

Voilà pourquoi je vous invite à donner, avec moi, un grand coup de pied dans cette fourmilière oligarchique qui fait souffrir les Français et menace notre existence même de nation libre.

Voilà pourquoi je vous propose deux électrochocs pour sauver notre pays :

- **Un électrochoc « démocratique » pour rendre aux Français le pouvoir,**
- **Un électrochoc « indépendantiste » pour rendre à la France sa liberté.**

Deux combats existentiels tant la démocratie comme l'affirmait le général de Gaulle se confond avec la Nation.

Deux préalables incontournables pour être concrètement capables de **rétablir l'ordre, de retrouver notre puissance économique et d'améliorer la vie quotidienne** des Français.

La tâche est immense.

Vous l'avez compris, je suis prêt ! Oui, j'ai le devoir d'être candidat à l'élection présidentielle.

- **Le candidat de la souveraineté,**
- **Le candidat de la liberté,**
- **Le candidat de la paix.**

En un mot : PRIORITÉ À LA FRANCE !

Rendre son indépendance à la France, c'est se libérer de la tutelle d'une l'Union européenne de plus en plus inefficace et autoritaire.

La seule solution, pour résoudre enfin les problèmes quotidiens de nos compatriotes. Soyons très concrets :

- **Je réduirai d'au moins trente pourcents la facture d'électricité en sortant du marché européen de l'électricité**, comme l'Espagne et le Portugal, pour nous appuyer sur le prix de revient d'EDF plutôt que sur le prix du gaz allemand.
- **Je cesserai de verser chaque année dix milliards d'euros nets à une commission européenne** qui utilise une partie de cet argent pour inciter nos entreprises à délocaliser nos emplois vers d'autres pays.
- **Je dénoncerai bien sûr les accords déloyaux de libre-échange**, comme le Mercosur, signés dans le dos de la France.
- **Je supprimerai la folle interdiction du moteur thermique en 2035** et toutes les mesures de ségrégation sociale comme les ZFE (Zones à Faibles Émissions) ou les DPE (Diagnostic de Performance énergétique) !

→ **Une politique agricole nationale remplacera la fameuse PAC (Politique Agricole Commune) qui tue nos paysans.** Nous simplifierons les aides, allégerons les normes et protégerons notre marché intérieur comme la Suisse sait le faire ! N'oublions jamais que les 9 milliards versés par la commission européenne à nos agriculteurs proviennent des contribuables français qui donnent à l'Union européenne chaque année 25 milliards pour n'en recevoir que 15.

Enfin la France rétablira des droits de douane nationaux, je dis bien nationaux, en cas de concurrence déloyale de certaines importations comme les voitures électriques ou les panneaux solaires chinois. Cela apportera à notre budget, comme aux Etats-Unis, des recettes supplémentaires qui permettront de baisser les impôts des entreprises françaises.

Des dizaines de milliers d'emplois seront créés grâce à ce protectionnisme intelligent qui sera accompagné par des baisses d'impôts et de charges uniquement sur les entreprises qui investissent et créent de l'emploi sur notre sol.

Cela incitera aussi nos jeunes diplômés qui s'expatrient de par le monde, à revenir mettre leurs talents au service de notre pays, et à nos entrepreneurs l'envie de créer, à nouveau, chez nous.

Mon seul objectif : augmenter la part du produit en France pour redonner une dignité, un salaire, un avenir aux ouvriers, aux salariés de notre pays.

Se libérer de l'Union européenne, est aussi le seul moyen de rétablir l'ordre et de maîtriser l'immigration. L'harmonie de notre société repose sur la bonne assimilation des étrangers qui respectent nos lois et la bonne gestion de nos finances publiques, c'est pourquoi, **il faudra avoir le courage de mettre fin à l'immigration illégale et réduire drastiquement les entrées légales.**

Je placerai l'armée à nos frontières pour bloquer les entrées illégales et traquer les narcotrafiquants qui profitent du système Schengen. Les demandeurs d'asile devront faire leur demande en amont, à l'extérieur du pays, ou seront placés en centre de rétention dans l'attente de l'examen de leur demande.

La directive européenne dite « retour » ne sera plus appliquée pour pouvoir rétablir le délit de séjour irrégulier et l'incarcération du clandestin. Aucune aide sociale aux étrangers ne sera versée avant 5 ans de présence régulière sur le territoire.

L'accord de 1968 avec l'Algérie sera dénoncé et les aides au développement des pays qui refusent d'accueillir leurs ressortissants expulsés seront supprimées. Tous

les délinquants étrangers seront expulsés au terme de leur peine. Les détenus paieront désormais leur détention et le travail en prison leur permettra de rembourser leur dette à la société.

Enfin et surtout, le droit national redeviendra supérieur au droit européen.

Aujourd'hui, il n'est pas un champ de l'action gouvernementale qui ne soit soumis à l'une des milliers de directives de la commission de Bruxelles. Nous passerons au peigne fin, secteur par secteur, les normes européennes et françaises et la moitié sera supprimée dans l'année.

J'entends d'ici les hurlements des européistes béats m'accusant de tuer la belle idée européenne. Mais ce sont eux, par une politique supranationale délirante imposée contre la volonté des peuples, qui détruisent la confiance des nations dans leur union moribonde. **Cette Union européenne n'est plus réformable. Il faut la remplacer par une structure légère de nations volontaires** capable de coopérer autour de projets à la carte. Sur le modèle d'Airbus, pour peser face à la Chine ou aux États-Unis.

À ceux qui me reprocheront de ne pas proposer tout de suite le « Frexit », je répondrai qu'il ne faut pas bien sûr l'exclure, mais qu'il doit rester la dernière solution. Un escalier de secours, si nous ne réussissons pas à convaincre nos partenaires de revenir à une Europe gaullienne des nations souveraines. Quand la France montrera l'exemple :

- En ne payant plus sa contribution,
- En rétablissant ses frontières,
- En affirmant la primauté de son droit national,
- En ne reconnaissant plus les oukases de Mme Von der Leyen,

Croyez-moi, de nombreux pays, seront trop heureux de rebâtir avec nous un espace de coopération utile à tous. **L'enjeu est d'en finir avec l'Union européenne pour sauver les nations d'Europe**, mais pas de diviser le continent. Dans le même esprit, je propose la sortie du commandement militaire intégré de l'OTAN pour retrouver notre pleine autonomie de défense.

Notre stratégie de dissuasion nucléaire ne vaut que pour notre territoire national. L'étendre à nos voisins serait une folie coûteuse et dangereuse, car elle risquerait de nous entraîner dans des conflits qui ne sont pas les nôtres, comme on l'a vu avec la tragédie ukrainienne. Emmanuel Macron met le doigt dans un terrible engrenage.

Déjà son ministre des Affaires étrangères a annoncé un éventuel financement allemand. Qui paye, décide ! Cela veut donc dire, bien évidemment, un partage de la dissuasion nucléaire. Une haute trahison. Chacun des pays d'Europe doit assumer le coût de sa défense.

La France n'a pas à payer pour les autres. Cela n'interdira pas des coopérations militaires à la carte fondées sur la réciprocité. Il est hors de question de continuer à financer l'achat d'armes américaines par des pays profitant de notre contribution à l'Union européenne !

De même, nous sortirons des programmes d'armement qui, comme le SCAF (Système de Combat Aérien du Futur), ne visent qu'à piller l'avance de nos entreprises, à l'image de Dassault.

Voilà le sens de ma candidature : partout et toujours défendre l'intérêt supérieur de la nation. Notre liberté d'action, notre sécurité, nos emplois, le pouvoir d'achat des Français.

Oui, j'assume, priorité à la France !

Sans craindre les accusations de nationalisme des professionnels de la soumission. Le peuple français a en effet le droit de :

- Disposer de lui-même ;
- Contrôler ceux qui entrent chez lui ;
- Savoir à qui profite sa générosité ;
- Défendre ses fleurons industriels.

Mais comment reprendre notre indépendance, sans redonner vie à notre démocratie ?

Oui, je suis candidat pour rendre le pouvoir aux Français, pour en finir avec ce système oligarchique qui a tissé sa toile d'araignée, entre médias subventionnés et juges cooptés, pour faire taire le peuple.

Là-aussi je propose un électrochoc. Le retour à l'esprit originel de la V^{ème} République en allant plus loin encore vers la démocratie participative à la Suisse, comme avait d'ailleurs imaginé le général de Gaulle dans son fameux discours de Quimper sur la participation. **Je veux faire un grand ménage pour restaurer la confiance des Français dans leurs élus et assainir le système.**

Soyons concrets : je convoquerai cinq référendums sur les principales réformes du quinquennat :

1. Fin de l'UE et nouvelle Europe des nations souveraines,
2. Sécurité et nouveau code pénal
3. Réforme éducative,
4. Contrôle migratoire
5. Et bien sûr, réforme institutionnelle.

Pour cette dernière, l'article 11 sera utilisé comme par le général de Gaulle en son temps. Le Conseil constitutionnel sera remis à sa place selon le principe suivant lequel « la seule cour suprême, c'est le peuple ». Les Français seront notamment consultés par **référendums** sur :

- **Le RIC (Referendum d'Initiative Citoyenne)** à partir d'un million de signatures d'électeurs inscrits, inspiré de la démocratie semi-directe Suisse,
- **Le vote blanc** avec annulation d'une élection s'il y a plus de cinquante pourcents de bulletins blancs. Le vote deviendra obligatoire si l'on veut bénéficier de la carte vitale,
- **La réduction du nombre de parlementaires** et la suppression des avantages des anciens présidents et premiers ministres,
- **La fin du millefeuille territorial** en supprimant les conseils régionaux et en consolidant le couple « commune-département ».
- Enfin je replacerai les agences de l'État au sein des administrations ministérielles sous l'autorité politique des ministres. Les dépenses des cabinets d'études extérieurs seront divisées par 10 et devront être justifiées devant le Parlement.

Je propose que les économies de toutes ces réformes soient affectées pour moitié à la réduction de la dette et pour moitié à la baisse des impôts des Français.

Nous interdirons comme dans d'autres pays aux propriétaires de médias de bénéficier de commandes publiques et nous remplacerons le financement public du service public audiovisuel et les aides à la presse par un chèque citoyen, que chaque foyer fiscal pourra flécher vers le média de son choix.

Nous supprimerons les syndicats politisés de magistrats et renforcerons le nombre de ceux spécialisés dans la lutte anti-corruption.

Vous le voyez, la tâche est immense. La confiance ne se décrète pas et il faudra du temps et de l'exemplarité pour renouer le lien entre la politique et les Français. C'est aussi à nous de faire comprendre à nos concitoyens que la participation électorale est le meilleur moyen de se faire respecter et de reprendre le contrôle sur une oligarchie qui pille la Nation, use et abuse de ses privilèges.

Rendre son indépendance à la France, rendre le pouvoir au peuple constituent les deux préalables à tout redressement du pays. Il va de soi bien sûr, que cela ne suffira pas sans des actions énergiques. Le 5 octobre dernier nous avons défini nos 12 travaux, que j'avais qualifié « d'Hercule », résumant l'ampleur de la tâche. Je vous y renvoie.

Nous avons rendez-vous avec l'Histoire.

À Debout la France nous avons toujours été constants, cohérents, sincères, en un mot : gaulliens. Nous avons toujours refusé les compromissions politiciennes. Nous incarnons une vraie opposition.

Et, nous offrons aux Français une vraie alternative: cet électrochoc démocratique et indépendantiste que je vous ai présenté aujourd'hui, pour mieux vivre dans notre France bien aimée.

Je sais que vous êtes des Français libres. Quelle que soit votre origine sociale, géographique ou politique, de droite, de gauche ou d'ailleurs, seule l'urgence nationale vous appelle à vous mobiliser pour la campagne que je lance aujourd'hui et dont vous serez les acteurs principaux.

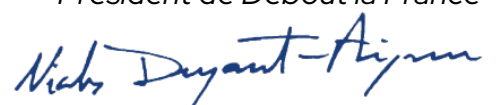
Les peuples souverains se réveillent partout dans le monde.

Les patriotes, les souverainistes, les amoureux de la France doivent se rassembler. Ensemble, réveillons la France qu'on aime, celle des Lumières, du débat, de la volonté politique, de l'excellence. La France qui parle au monde, qui incarne la liberté, l'égalité, la fraternité.

Il est des semaines qui valent des décennies. Vous êtes prêts, je suis prêt ! Alors, n'attendons plus !

Nicolas DUPONT-AIGNAN

Président de Debout la France





NICOLAS DUPONT-AIGNAN

COURAGE · BON SENS · HONNÊTETÉ

1974 • À 13 ans, premier engagement militant au service du gaullisme social pour la campagne présidentielle de Jacques Chaban-Delmas. **1992** • Combat le Traité de Maastricht auprès de Philippe Séguin. **1995** • Élu Maire de Yerres. **1997** • Député de l'Essonne. **1998** • S'oppose à la ratification du Traité d'Amsterdam, qui marque la fin des frontières nationales et prive la France de sa souveraineté en matière d'immigration. **1999** • Pour rassembler les sympathisants et élus gaullistes, il crée le club de réflexion Debout la République au sein du RPR. **2001** • Maire le mieux élu de France des villes de plus de 20 000 habitants avec 76% des voix au premier tour. **2005** • Engagé pour la victoire du « NON » au référendum sur la Constitution européenne avec Charles Pasqua, Philippe de Villiers et Jean-Pierre Chevènement. **2007** • Quitte l'UMP quand le gouvernement annonce qu'il fera adopter par le Parlement (Traité de Lisbonne) la Constitution Européenne refusée par les Français 2 ans plus tôt. **2008** • Réélu Maire avec 79% des voix. Transforme le club de réflexion gaulliste en parti politique : Debout la France. **2009** • Récompensé du Prix « 30 millions d'amis » pour son action en faveur des animaux. **2012** • Se présente à l'élection présidentielle et obtient plus de 700 000 voix. **2013** • Élu député de l'année pour son rapport parlementaire dénonçant les paradis fiscaux, la grande fraude et l'évasion fiscale. **2014** • Réélu Maire de Yerres pour un 4ème mandat avec plus de 77% des voix au premier tour. 2015 La liste qu'il conduit en Île-de-France obtient 6,6% des voix et Debout la France devient le 6^{ème} parti de France. **2017** • Se présente à l'élection présidentielle et obtient 4,70% des suffrages soit 1 695 000 voix. S'oppose clairement à l'élection d'Emmanuel Macron au second tour de l'élection présidentielle. **2018** • Maire honoraire de Yerres après 22 ans de mandat. **2020** • Propose, dès janvier des solutions concrètes face au COVID **2022** • Candidat à l'élection présidentielle. Réélu député de l'Essonne. **2025** • Il annonce sa candidature à l'élection présidentielle de 2027.

10 MESURES CONCRÈTES POUR LIBÉRER NOS COMMUNES

- 1 Assurer l'égalité des territoires devant les dotations de l'État.** Les habitants des communes rurales reçoivent actuellement deux fois moins de dotations que les communes urbaines.
- 2 Revaloriser les dotations de fonctionnement pour les communes de moins de 5 000 habitants** en concentrant l'effort sur celles de moins de 1000, qui ne peuvent plus entretenir leur patrimoine.
- 3 Stopper le laxisme de l'État face aux violences et au harcèlement contre les élus ou les représentants de l'ordre.** Des sanctions exemplaires pour garantir la sécurité de ceux qui s'investissent pour leurs concitoyens
- 4 Consacrer la commune avec sa clause de compétence générale comme cellule de base de notre République** et redonner sa vraie place au couple commune/département qui redeviendra l'interlocuteur privilégié de l'État.
- 5 Supprimer la loi NOTRe pour rétablir la liberté de choix des communes** dans des intercommunalités redéfinies autour de projets concrets.
- 6 Donner aux communes plus de liberté dans la définition des zones de constructibilité des PLU et PLUI, en instituant un moratoire sur les dispositions « Zéro Artificialisation Nette » de la loi « Climat et résilience ».**
- 7 Alléger les normes qui empoisonnent le quotidien des maires et dissoudre l'Office Français de la Biodiversité (OFB),** en rattachant ses fonctionnaires directement aux préfetures.
- 8 Connecter nos territoires ruraux** afin de permettre davantage le télétravail et la création de nouveaux emplois. Avant d'investir dans la 5G en ville, supprimons les zones blanches dans tout le pays !
- 9 Laisser aux communes leurs pouvoirs en matière d'urbanisme.** Les décisions doivent être prises directement par les élus locaux pour leur territoire et non au niveau supra-communal.
- 10 Créer une véritable indemnité d'élu local au prorata de la taille de la commune,** financée par l'État pour ne pas alourdir le budget communal.



